

# L'hôpital au-devant de "ceux que le système ne regarde plus"

**MARSEILLE** Depuis cinq ans, le projet Corhesan envoie, au porte-à-porte, des médiateurs en santé à la rencontre des habitants des quartiers les plus pauvres. Objectif : améliorer le dépistage des cancers et la couverture vaccinale. Et ça marche.

Ce sont, pour le Dr Stanislas Rebaudet, infectiologue à l'Hôpital européen, à Marseille, des "chiffres effroyables". Mieux qu'une longue explication, ils décrivent sans fard les inégalités dans la deuxième ville de France : dans les arrondissements du nord de la Ville, ou les quartiers les plus pauvres du centre, un décès sur cinq intervient prématurément avant 65 ans ; c'est aussi là que l'on comptabilise le plus fort taux de diabète du pays et ses couvertures vaccinales les plus faibles. De la même façon, si le taux de participation aux campagnes de dépistage du cancer colorectal plafonne à 33,4% en France, à 53,1% pour celui du col de l'utérus ou encore, 63% pour celui du sein, ces chiffres dégringolent dans les quartiers Nord à 18,9%, 37,1% et 52,9%.

## "Qu'est-ce qu'on fait de ce truc ?"

Accablés par de multiples problématiques (emploi, précarité, habitat, etc.), l'éloignement des structures de santé, une méconnaissance des politiques publiques engagées,

ces Marseillais se sont aussi révélés, lors de la pandémie du Covid, parmi les moins vaccinés de France. C'est aussi pendant cette période exceptionnelle qu'est né le dispositif Corhesan, porté par l'Hôpital européen. Inspiré par des expériences de médecine de crise en Haïti ou en République démocratique du Congo, le Dr Stanislas Rebaudet a l'intuition que pour "casser les chaînes de contamination", gérer les clusters, vacciner massivement, il va falloir "aller vers" les habitants ; l'hôpital va devoir aller voir "hors de ses murs". Mobile, une équipe pluridisciplinaire est montée : elle va sensibiliser plus de 10 000 personnes, en vacciner 6 000 et ainsi sauver des vies. "À ce moment-là, on s'est dit 'Super, ce truc marche mais qu'est-ce qu'on en fait maintenant ?'", se souvient Anne Dutrey-Kaiser, coordinatrice du dispositif avec Dorothee Balma, cadre de santé.

Avec le soutien de Santé publique France, de l'Agence régionale de santé (ARS Paca), de l'Assurance maladie, de la Ville de Marseille et du Département, le "truc" a poursuivi sa



L'idée du projet "d'aller vers" de l'Hôpital européen de Marseille est née pendant la crise du Covid. / PHOTO ARCHIVES GILLES BADER

route.

## D'Avignon à Nice

Sur le même principe, depuis cinq ans, quatre médiateurs en santé, une infirmière et une dizaine d'habitants "ambassadeurs" (lire ci-dessous) continuent d'aller tous les jours à

la rencontre des habitants des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> arrondissements : au porte-à-porte, au cours de forums ou d'ateliers de sensibilisation organisés au plus près de cette population, l'équipe a déjà rencontré plus de 16 000 personnes et accompagné 2 000. Objectif : amélio-

rer le dépistage des cancers colorectal et du sein, élargir la couverture vaccinale. "Les gens n'ont pas tous la même autonomie face au parcours de soins", décrit Dorothee Balma. Pour certains, il suffira de leur expliquer qu'ils ont le droit à un dépistage, pour d'autres il

faudra prendre le rendez-vous ou les y accompagner." Cette fine approche, qui peut faire appel à des interprètes, a déjà montré son efficacité : selon l'étude menée par la chercheuse Eva Legendre, le fait d'avoir rencontré les médiateurs de santé a fait progresser de 10 à 20 points le dépistage, le recours au vaccin DTP, de 20 points également. "Nous croyons profondément à cette approche, car elle crée des effets", confirme Delphine Hofmann, pour l'ARS Paca. Déployée dans les quartiers Nord par l'association Sept, à Avignon et bientôt à Nice, l'initiative pourrait, après évaluation dans le cadre de l'article 51, être proposée à l'échelon national et financée par l'Assurance maladie. "On doit aller vers ceux qui souffrent et que le système ne regarde plus", a appuyé jeudi, lors du 5<sup>e</sup> anniversaire du Corhesan, Cyril de Cazalet, le président de la Fondation Ambroise-Paré, qui porte l'Hôpital européen, "passer à un modèle reproductible et transférable".

Delphine TANGUY  
dtanguy@laprovence.com

## PRÉVENTION

# Dans leur quartier, elles sont "ambassadrices de santé"

À Marseille, ces mères de famille étaient déjà des figures bien connues dans leur quartier respectif. Une chance pour le dispositif Corhesan, qui vise à ramener les patients les plus éloignés et vulnérables vers le monde médical.

Si vous aviez un petit ou même un gros problème de santé, à qui le raconteriez-vous ? Dans l'un des quartiers populaires (Belle-de-Mai, Saint-Mauront, Belsunce, etc.) du centre-ville de Marseille, peut-être bien à Rajaa Touahria, Razika Naoui, 47 ans ou Dalila Fedaoui. Ces mères de famille, que l'on rencontre, rayonnantes sous leurs voiles clairs, dans le hall de l'Hôpital européen, étaient déjà des piliers de leur communauté, de leur quartier, de l'école de leurs enfants ou encore de la permanence du Se-

cours populaire.

"Tout le monde nous connaît", sourit Rajaa, qui n'a "jamais su rester inactive" et s'épanouit dans le bénévolat. Depuis deux ans, cette mère de trois enfants, qui était psychologue clinicienne en Algérie, consacre une demi-journée par semaine à son rôle d'ambassadrice en santé pour le projet Corhesan. Elle a suivi une formation de huit mois pour remplir au mieux cette mission bénévole très spécifique.

## Pas de tabou

Au porte-à-porte avec les médiateurs et l'infirmière déployés sur ce dispositif innovant, des forums itinérants ou tout simplement sur un bout de trottoir, ces mamans prèchent la bonne parole de prévention à leurs voisins et voisins : dépistage des cancers, surveillance d'un diabète, rappel de vaccination, aucun sujet de santé n'est tabou. "Cette confiance que beaucoup nous font déjà, parce qu'ils nous voient vivre avec eux, ça aide énormément", témoigne encore Rajaa. Si les femmes sont leurs principales interlocutrices, car ce sont



À Marseille, les "ambassadrices de santé" bénévoles diffusent des messages de prévention. / PHOTO D.T.A.

le plus souvent à elles qu'échoit le suivi médical de toute la famille, les hommes ne sont pas oubliés. "Ce

meilleur", témoigne encore Rajaa. Si les femmes sont leurs principales interlocutrices, car ce sont

son ceux qui se soignent le moins, estime Razika, qui était laborantine en Algérie. Ils veulent se montrer forts, ont de la difficulté à parler de ce qui ne va pas et puis ils ont une méfiance depuis le Covid" à l'égard de politiques de santé publique vécues particulièrement douloureusement dans les quartiers populaires, dont beaucoup des "premiers de cordée" de la pandémie étaient issus.

"Ils ont besoin d'un discours de réassurance par rapport au monde médical." Les ambassadrices en santé peuvent aider les habitants à prendre un rendez-vous médical, voire les y accompagner s'ils en expriment le besoin. Et cela aussi est plus facile à demander quand la personne en face de vous est votre voisine. "Il ne s'agit pas de faire à leur place, précise le Dr Stanislas Rebaudet, infectiologue, à l'initiative du dispositif Corhesan, mais de faire avec eux, afin que la prochaine fois, ils puissent seuls poursuivre leurs soins."

D.Ta.